

SERVICE JURIDIQUE
VB/BD/AD/AA/2026/16

OBJET : ARRETE DE MISE EN SECURITE – PROCEDURE URGENTE
(risques présentés par les murs, bâtiments ou édifices quelconques n’offrant pas les garanties de solidité nécessaires au maintien de la sécurité des usagers du domaine public et des tiers)

Le Maire de la Commune d’Hazebrouck,

Vu le Code de la Construction et de l’Habitation, notamment les articles L 511-19 à L 511-22, outre les articles L.521-1 à L.521-4, ainsi que les articles R.511-1 à R.511-13 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2131-1, L.2212-2, L.2212-4 et L.2215-1 ;

Vu le Code de Justice Administrative, notamment les articles R. 531-1, R. 531-2 et R. 556-1 ;

Considérant la menace d’effondrement de la charpente du bâtiment situé 53 rue de Vieux Berquin à Hazebrouck (59190), mettant en péril la stabilité de la structure ;

Considérant les nombreux gravats jonchant la piste cyclable située sur le domaine public communal, occasionnant une détérioration de celle-ci ;

Considérant que ces désordres représentent un risque imminent pour la sécurité des usagers du domaine public et des tiers ;

Considérant l’urgence de la situation et la nécessité d’adopter des mesures conservatoires pour prévenir tout danger imminent ;

ARRETE

Article 1 : Le bâtiment situé 53 rue de Vieux Berquin 59190 HAZEBROUCK compromettant sa stabilité, est déclaré en état de péril imminent.

Article 2 : L’accès au bâtiment susmentionné est strictement interdit à toute personne, à l’exception des autorités compétentes chargées des opérations de sécurisation et de mise en sécurité.

Article 3 : Les propriétaires du bâtiment sont tenus de prendre, dans les plus brefs délais, toutes les mesures nécessaires pour évaluer l’étendue des dégâts, sécuriser le périmètre et procéder aux travaux de réparation ou de consolidation nécessaires.

Article 4 : Si les propriétaires, ou leurs ayants droit, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout danger, ils sont tenus d’en informer les services de la commune qui feront procéder à un contrôle sur place.

La mainlevée de l’arrêté de mise en sécurité pourra être prononcée, après constatation des travaux effectués par les agents compétents de la commune, si ces travaux ont mis fin durablement au danger.

Le propriétaire tient à disposition des services de la commune tous justificatifs attestant de la bonne et complète réalisation des travaux.

Toute correspondance doit être adressée à Monsieur le Maire



Article 5 : Le présent arrêté sera affiché en mairie et notifié au propriétaire du bâtiment, ainsi qu'à toute personne concernée.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le maire dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de LILLE, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé au préalable.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Fait à HAZEBROUCK, le 27 février 2026

**Le Maire,
Vice-Président du Conseil
Départemental du Nord,**



Valentin BELLEVAL